

MINISTÉRIO DA MARINHA

Direcção-Geral da Contabilidade Pública

6.ª Repartição

Decreto n.º 42 020

Considerando que vai ser adjudicado à firma Compagnie pour la Fabrication des Compteurs et Matériel d'Usines à Gaz, de Paris, o fornecimento de materiais para uma carreira de desmagnetização de draga-minas e respectiva instalação;

Considerando que o prazo de satisfação total da encomenda e as condições a contratar dão lugar a que venham a efectuar-se pagamentos no actual ano económico, em 1959 e em 1960;

Considerando que não é ainda possível fixar o preço definitivo da encomenda;

Tendo em vista o disposto no artigo 22.º do Decreto-Lei n.º 41 375, de 19 de Novembro de 1957;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º É autorizado o conselho administrativo da Direcção do Serviço de Material de Guerra e Tiro Naval a celebrar contrato com a firma francesa Compagnie pour la Fabrication des Compteurs et Matériel d'Usines à Gaz para o fornecimento de materiais e a instalação de uma carreira de desmagnetização de draga-minas, até à importância limite correspondente a 6:000.000\$.

Art. 2.º O pagamento da encomenda e dos encargos inerentes efectuar-se-á na seguinte conformidade:

Em 1958	1:750.000\$00
Em 1959	1:500.000\$00
Em 1960	2:750.000\$00

§ único. As importâncias fixadas para 1959 e 1960 podem ser aumentadas das que deixarem de ser satisfeitas nos anos anteriores.

Art. 3.º Os encargos da encomenda em 1959 e 1960 serão pagos pelas verbas que para o efeito forem inscritas no Orçamento Geral do Estado.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 17 de Dezembro de 1958. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — *António de Oliveira Salazar — Júlio Carlos Alves Dias Botelho Moniz — António Manuel Pinto Barbosa — Fernando Quintanilha Mendonça Dias.*

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 42 021

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Acordo entre Portugal e o Reino de Marrocos relativo ao transporte aéreo, assinado em Rabat em 3 de Abril de 1958, cujo texto em francês e respectiva tradução constituem os anexos ao presente decreto.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 17 de Dezembro de 1958. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — *António*

de Oliveira Salazar — Pedro Theotónio Pereira — Júlio Carlos Alves Dias Botelho Moniz — Arnaldo Schulz — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Afonso Magalhães de Almeida Fernandes — Fernando Quintanilha Mendonça Dias — Marcello Gonçalves Nunes Duarte Mathias — Eduardo de Arantes e Oliveira — Vasco Lopes Alves — Francisco de Paula Leite Pinto — José do Nascimento Ferreira Dias Júnior — Carlos Gomes da Silva Ribeiro — Henrique Veiga de Macedo — Henrique de Miranda Vasconcelos Martins de Carvalho.

Para ser presente à Assembleia Nacional.

Accord entre le Portugal et le Royaume du Maroc relatif au transport aérien

Le Gouvernement du Portugal et le Gouvernement du Royaume du Maroc,

Désireux de favoriser le développement des transports aériens entre le Portugal et le Maroc et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, la coopération internationale dans ce domaine;

Désireux d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale, signée à Chicago le 7 Décembre 1944, ci-après désignée la Convention;

Ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

Le Gouvernement du Portugal:

Monsieur Fernando Mário de Oliveira, Conseiller d'Ambassade.

Le Gouvernement du Royaume du Maroc:

Monsieur Mohamed Jaidi, Chef du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et dûe forme,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

Generalités

ARTICLE 1

Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés au présent Accord en vue de l'établissement des liaisons aériennes civiles internationales qui desservent ou traversent leurs territoires respectifs.

ARTICLE 2

Pour l'application du présent Accord, sauf lorsque le texte en dispose autrement:

a) l'expression «autorités aéronautiques» signifie:

En ce qui concerne le Portugal,

la «Direcção-Geral da Aeronáutica Civil» ou bien toute personne ou organisme autorisés à exercer les fonctions actuellement du ressort de la «Direcção-Geral da Aeronáutica Civil»;

En ce qui concerne le Maroc,

le Ministère des Travaux Publics (Circonscription de l'Air) ou bien toute personne ou organisme autorisés à exercer les fonctions actuellement du ressort du Ministère des Travaux Publics (Circonscription de l'Air);

b) l'expression « entreprise désignée » signifie une entreprise que les autorités aéronautiques de l'une des Parties Contractantes ont notifiée par écrit aux autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante comme étant l'entreprise que cette Partie entend désigner aux termes de l'Article 13 du présent Accord pour l'exploitation des routes mentionnés dans ladite notification;

c) le mot « territoire » correspond à la définition qui en est donné à l'Article 2 de la Convention;

d) les définitions des paragraphes a), b) et d) à l'Article 36 de la Convention sont applicables au présent Accord.

ARTICLE 3

Afin d'éviter toutes pratiques discriminatoires et d'assurer une parfaite égalité de traitement:

a) Chaque Partie Contractante pourra imposer ou permettre que l'on impose des taxes justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports et autres facilités. Chaque Partie Contractante convient aussi que ces taxes ne seront pas supérieures à celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et facilités par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

b) Les aéronefs utilisés par les entreprises désignées de l'une des Parties Contractantes, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement de bord, les provisions de bord et le matériel en général, exclusivement destinés à l'usage des aéronefs, importés et réexportés avec ces aéronefs, seront exemptés sur le territoire de l'autre Partie Contractante, dans les conditions fixées par sa réglementation douanière, des droits de douane et autres redevances perçus sur les marchandises à l'entrée, à la sortie et en transit.

c) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord destinés à l'usage des aéronefs désignés au paragraphe a) ci-dessus seront exemptés, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à leur départ de celui-ci, dans les conditions fixées par sa réglementation douanière, des droits de douane et autres redevances perçus lors de l'entrée, la sortie ou le transit de marchandises ainsi que des frais d'inspection ou autres taxes similaires, à l'exception toutefois des taxes qui représentent le prix d'un service extraordinaire.

d) Les carburants et huiles lubrifiantes, mis à bord des aéronefs utilisés par les entreprises désignées d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante et réexportés, resteront exemptés, dans les conditions fixées par la réglementation douanière de cette dernière Partie Contractante, des droits de douane et autres droits et taxes perçus lors de l'entrée, la sortie ou le transit de marchandises, ainsi que des impôts de consommation.

e) Les exemptions prévues dans les paragraphes b) et d) ci-dessus pour les marchandises consommables (carburants, huiles lubrifiantes et provisions de bord) s'appliquent également aux marchandises consommées au-dessus des territoires des deux Parties Contractantes.

ARTICLE 4

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et des licences délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante, aux fins d'exploitation des services aériens régis par le présent Accord.

Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation

au-dessus de son propre territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre Partie Contractante ou par un autre Etat.

ARTICLE 5

a) Les lois et règlements de chaque Partie Contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire s'appliquent aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre Partie Contractante.

b) Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur propre compte aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque Partie Contractante, l'entrée, le séjour et la sortie de passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux passeports, aux douanes et à la quarantaine.

ARTICLE 6

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser à une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante l'autorisation d'exploitation ou de révoquer une telle autorisation lorsque, pour des motifs fondés, elle estime ne pas avoir la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de l'autre Partie Contractante ou des nationaux de cette dernière, ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 5 ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Accord.

ARTICLE 7

Chaque Partie Contractante pourra à tout moment demander une consultation entre les autorités aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent Accord.

Cette consultation commencera au plus tard 60 jours à compter du jour de réception de la demande par l'autre Partie Contractante.

Les modifications qu'il aurait été décidé d'apporter à cet Accord entreront en vigueur après leur confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

ARTICLE 8

Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante son désir de dénoncer le présent Accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. La dénonciation aura effet six mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. Au cas où la Partie Contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, ladite notification serait tenue pour reçue quinze jours (15) après sa réception au siège de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 9

a) Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'article 7, soit entre les Autorités Aéronautiques, soit entre les Gou-

vernements des Parties Contractantes, il sera soumis, sur demande d'une des Parties Contractantes, à un tribunal arbitral.

b) Ce tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacune des deux Parties Contractantes désignera un arbitre. Les Parties Contractantes se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme président.

Si les arbitres ne sont pas désignés dans un délai de deux mois et le président choisi dans le délai de trois mois, à partir de la date où une des Parties Contractantes a notifié son intention de soumettre le différend au tribunal arbitral, chacune des Parties Contractantes, à défaut d'un autre accord, demandera au Président du Conseil de l'OACI de procéder aux désignations nécessaires. Au cas où le président du conseil de l'OACI serait ressortissant d'une des Parties Contractantes ou empêché par d'autres raisons, ces désignations seront faites par son substitut au Conseil.

c) Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les Parties Contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même des principes de procédure et détermine son siège.

d) Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.

e) Si l'une des Parties Contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre Partie Contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre, ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent Accord à la Partie Contractante en défaut.

f) Chaque Partie Contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du président désigné et des autres frais du tribunal.

ARTICLE 10

Si les deux Parties Contractantes ratifiaient une convention aérienne multilatérale ou y adhéraient, le présent Accord et son Annexe devraient être modifiés de façon à se conformer aux dispositions de ladite convention au moment où elle entre en vigueur pour les deux Parties Contractantes.

ARTICLE 11

Le présent Accord, son Annexe et tous les avenants qui s'y rapportent seront communiqués à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale pour y être enregistrés.

TITRE II

Services agréés

ARTICLE 12

Le Gouvernement Portugais accorde au Gouvernement du Royaume du Maroc, et réciproquement le Gouvernement du Royaume du Maroc accorde au Gouvernement Portugais, le droit de faire exploiter par une ou des entreprises aériennes désignées par leur Gouvernement respectif les services aériens spécifiés aux tableaux de routes figurant à l'Annexe au présent Accord. Lesdits services seront dorénavant désignés par l'expression « Services agréés ».

ARTICLE 13

a) Les services agréés pourront être exploités immédiatement ou à une date ultérieure au choix de la

Partie Contractante à laquelle les droits sont accordés à condition que:

- 1) La Partie Contractante à laquelle les droits ont été accordés ait désigné une ou des entreprises de transport aérien pour exploiter la ou les routes spécifiées;
- 2) La partie Contractant qui accorde les droits ait donné, dans les conditions prévues au paragraphe b) ci-dessous, à l'entreprise ou aux entreprises intéressées l'autorisation d'exploitation requise, laquelle devra être accordée, dans le plus court délai possible, sous la réserve des dispositions de l'Article 6 du présent Accord.

b) Les entreprises désignées pourront être appelées à fournir aux Autorités Aéronautiques de la Partie Contractante qui concède les droits la preuve qu'elles se trouvent en mesure de satisfaire aux exigences prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par ces autorités au fonctionnement des entreprises commerciales de transport aérien en ce qui concerne les activités prévues à l'Article 5, paragraphe a).

ARTICLE 14

Pour exploiter les lignes aériennes spécifiées aux tableaux de routes figurant à l'Annexe au présent Accord, les entreprises portugaises et marocaines désignées jouiront sur le territoire de l'autre Partie Contractante:

a) du droit de transit et du droit d'escale pour des fins non commerciales;

b) du droit d'utiliser les aéroports et les facilités complémentaires affectés au trafic international;

c) du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises, aux conditions du présent Accord.

ARTICLE 15

Les entreprises désignées par chacune des deux Parties Contractantes devront être assurées d'un traitement juste et équitable, afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.

Elles devront prendre en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels, afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

ARTICLE 16

a) L'exploitation des services entre le territoire marocain et le territoire portugais sur les routes figurant au tableau 1 de l'Annexe au présent Accord constitue pour les deux pays un droit fondamental et primordial;

b) Pour l'exploitation de ces services:

1) la capacité sera répartie également entre les entreprises marocaines et portugaises sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-dessous;

2) la capacité totale mise en œuvre, sur chacune des routes, sera adaptée aux besoins qu'il est raisonnable de prévoir.

Pour répondre aux exigences d'un trafic imprévu ou momentané sur ces mêmes routes, les entreprises aériennes désignées devront décider entre elles des mesures appropriées pour satisfaire à cette augmentation temporaire du trafic. Elles en rendront compte immédiatement aux autorités aéronautiques de leurs pays respectifs qui pourront se consulter si elles le jugent utile;

- 3) Au cas où l'une des Parties Contractantes ne désiraient pas utiliser sur une ou plusieurs routes, soit une fraction, soit la totalité de la capacité de transport qui lui a été concédée, elle s'entendra avec l'autre Partie en vue de transférer à celle-ci, pour un temps déterminé, la totalité ou une fraction de la capacité de transport dont elle dispose dans la limite prévue.

La Partie Contractante qui aura transféré tout ou partie de ses droits pourra, à tout moment, les reprendre.

ARTICLE 17

a) Les services agréés sur chacune des routes définies au tableau II figurant à l'Annexe au présent Accord auront pour objet essentiel d'offrir une capacité, à un coefficient d'utilisation raisonnable, adaptée aux besoins normaux et prévisibles du trafic international entre le pays auquel appartient l'entreprise exploitant lesdits services et le pays de destination finale.

Dans la limite de la capacité offerte aux termes de l'alinéa antérieur, la ou les entreprises désignées par l'une des Parties Contractantes pourront satisfaire aux besoins de transport entre son propre territoire ou les territoires des États tiers et le territoire de l'autre Partie Contractante sur les routes définies au tableau I figurant à l'Annexe au présent Accord dans la mesure où ces besoins ne sont pas satisfaits par les services de l'autre Partie Contractante reliant les mêmes territoires.

b) Une capacité additionnelle pourra accessoirement être mise en œuvre, en sus de celle visée au 1^{er} paragraphe du présent Article, chaque fois que la justifieront les besoins de transport des pays desservis par la route, ce qui sera fait d'un commun accord et pour une période à établir en chaque cas.

ARTICLE 18

a) La fixation des tarifs à appliquer par les services agréés desservant les routes portugaises et marocaines figurant au présent Accord sera faite dans la mesure du possible par accord entre les entreprises désignées. Ces entreprises procéderont:

- 1) soit en appliquant les résolutions qui auront pu être adoptées par la procédure de fixation des tarifs de l'Association du Transport Aérien International (IATA);
- 2) soit par entente directe, après consultation, s'il y a lieu, des entreprises de transport aérien de pays tiers qui exploiteraient tout ou partie des mêmes parcours.

b) Les tarifs ainsi fixés devront être soumis à l'approbation des autorités aéronautiques de chaque Partie Contractante au minimum trente (30) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur, ce délai pouvant être réduit dans des cas spéciaux sous réserve de l'accord de ces autorités.

c) Si les entreprises de transport aérien désignées ne parvenaient pas à convenir de la fixation d'un tarif conformément aux dispositions du paragraphe a) ci-dessus ou si l'une des Parties Contractantes faisait connaître son désaccord sur le tarif qui lui a été soumis conformément aux dispositions du paragraphe b) précédent, les autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes s'efforceront d'aboutir à un règlement satisfaisant.

En dernier ressort, il sera fait recours à l'arbitrage prévu à l'Article 9 du présent Accord.

TITRE III

Transports aériens commerciaux non réguliers

ARTICLE 19

1. Chaque Partie Contractante accordera aux aéronefs de l'autre Partie Contractante l'autorisation d'effectuer des transports aériens commerciaux non réguliers en provenance ou à destination de son territoire, sans leur imposer les «règlementations, conditions ou restrictions» prévus au 2^{ème} alinéa de l'Article 5 de la Convention, lorsque ces aéronefs sont utilisés pour l'une des activités suivantes:

a) transports effectués à des fins humanitaires ou en cas de nécessité impérieuse;

b) transports de passagers par taxi aérien, à caractère occasionnel et effectués à la demande, à condition que l'aéronef ne comporte pas une capacité de plus de six sièges, que la destination soit choisie par le ou les preneurs et qu'aucune partie de ladite capacité ne soit cédée au public;

c) transports effectués par des aéronefs dont toute la capacité est louée par une même personne physique ou morale pour le transport de son personnel ou de ses marchandises, pourvu qu'aucune partie de cette capacité ne soit cédée à un tiers.

2. Il en est de même pour les aéronefs utilisées pour l'une des activités suivantes:

a) transports exclusifs de frêt;

b) transports de passagers entre régions qui n'ont pas entre elles de liaisons par services aériens réguliers;

c) transports isolés, étant entendu qu'aux termes du présent alinéa aucun transporteur ou groupes de transporteurs n'a droit pour l'ensemble des aéronefs dont il dispose, à plus d'un transport par mois entre deux mêmes centres de trafic.

Toutefois, chaque Partie Contractante peut exiger l'abandon des activités prévues au paragraphe 2 du présent Article si elle estime que celles-ci sont préjudiciables aux intérêts de ses services aériens réguliers.

De plus, en ce qui concerne l'activité mentionnée à l'alinéa b) du présent paragraphe, chaque Partie Contractante peut définir librement l'étendue des régions (notamment le ou les aérodromes considérés) et modifier cette définition à tout moment.

ARTICLE 20

Les États Contractants conviennent en outre que dans les cas non couverts par l'Article 19 une autorisation préalable pourra être exigée pour les transports aériens non réguliers, le délai dans lequel la demande doit être déposée ne dépassant pas deux jours ouvrables dans le cas d'un transport isolé ou d'une série de quatre transports au plus; un délai plus long pourra être spécifié s'il s'agit d'une série plus importante de transports.

Disposition finale

ARTICLE 21

Le présent Accord entrera en vigueur provisoirement à la date de sa signature et définitivement aussitôt après l'accomplissement des formalités prévues à la législation de chacune des Parties Contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Accord.

Fait à Rabat, le 3 avril 1958, en double original en langue française.

Pour le Gouvernement du Portugal:

Fernando Mário de Oliveira.

Pour le Royaume du Maroc:

Mohamed Jaidi.

ANNEXE

Tableau I — Services de voisinage

1. Routes marocaines:
 - a) Points au Maroc — Lisbonne.
 - b) Points au Maroc — Guinée Portugaise.
2. Routes portugaises:

Points au Portugal — Tanger, Casablanca.

Tableau II — Services longs-courriers

1. Routes marocaines:

Points au Maroc — Lisbonne vers Londres, Oslo, Stockholm.
2. Routes portugaises:

Points au Portugal — Casablanca ou Agadir, Guinée Portugaise, São Tomé, Léopoldville, Angola, Elisabethville, Livingstone ou Salisbury, Joannesburg, Mozambique.

Note. — Un ou plusieurs points situés sur les routes des tableaux ci-dessus peuvent ne pas être desservis, à condition que la suppression soit annoncée au préalable dans les horaires des entreprises désignées.

Une ou plusieurs escales non commerciales sur des points autres que ceux figurants aux routes ci-dessus pourront être effectuées.

(Tradução)

Acordo entre Portugal e o Reino de Marrocos
relativo ao transporte aéreo

O Governo de Portugal e o Governo do Reino de Marrocos,

Desejando favorecer o desenvolvimento dos transportes aéreos entre Portugal e Marrocos e prosseguir, na mais larga medida possível, a cooperação internacional nesta matéria;

Desejando aplicar a estes transportes os princípios e as disposições da Convenção sobre Aviação Civil Internacional, assinada em Chicago em 7 de Dezembro de 1944, doravante designada a Convenção;

Nomearam para esse efeito seus plenipotenciários:

O Governo de Portugal:

Sr. Fernando Mário de Oliveira, Conselheiro de Embaixada,

O Governo do Reino de Marrocos:

Sr. Mohamed Jaidi, Chefe do Gabinete do Ministro dos Negócios Estrangeiros.

Os quais, depois de terem trocado os seus plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, Acordaram no seguinte:

TITULO I

Generalidades

ARTIGO 1

As Partes Contratantes concedem uma à outra os direitos especificados no presente Acordo, com vista ao estabelecimento das ligações aéreas civis internacionais que servem ou atravessam os seus respectivos territórios.

ARTIGO 2

Para a aplicação do presente Acordo, salvo quando no texto se dispuser doutro modo:

a) A expressão «autoridades aeronáuticas» significa:

Quanto a Portugal:

A Direcção-Geral da Aeronáutica Civil ou qualquer pessoa ou organismo autorizado a exercer as funções que actualmente competem à Direcção-Geral da Aeronáutica Civil;

Quanto a Marrocos:

O Ministério das Obras Públicas (Circunscrição de Aviação) ou qualquer pessoa ou organismo autorizado a exercer as funções que actualmente competem ao Ministério das Obras Públicas (Circunscrição de Aviação);

b) A expressão «empresa designada» significa uma empresa que as autoridades aeronáuticas de uma das Partes Contratantes tenham notificado por escrito às autoridades aeronáuticas da outra Parte Contratante como sendo a empresa que essa Parte entende designar, nos termos do artigo 13 do presente Acordo, para a exploração das rotas mencionadas na referida notificação.

c) A palavra «território» corresponde à definição que lhe é dada no artigo 2 da Convenção;

d) As definições dos parágrafos a), b) e d) do artigo 96 da Convenção são aplicáveis ao presente Acordo.

ARTIGO 3

Para evitar quaisquer procedimentos discriminatórios e assegurar perfeita igualdade de tratamento:

a) Cada uma das Partes Contratantes poderá aplicar ou permitir que se apliquem taxas justas e razoáveis pela utilização dos aeroportos e outras facilidades. Cada uma das Partes Contratantes acorda também que essas taxas não sejam superiores às que forem pagas pela utilização dos ditos aeroportos e facilidades pelas suas aeronaves nacionais utilizadas em serviços internacionais similares;

b) As aeronaves utilizadas pelas empresas designadas por uma das Partes Contratantes, e bem assim os combustíveis, óleos lubrificantes, sobresselentes, equipamento de bordo, provisões de bordo e material em geral, exclusivamente destinados ao uso das aeronaves, importados e reexportados com essas aeronaves, serão isentos no território da outra Parte Contratante, nas condições determinadas pelos seus regulamentos aduaneiros, dos direitos alfandegários e outros encargos aplicados às mercadorias à entrada, saída e trânsito;

c) Os combustíveis, óleos lubrificantes, sobresselentes e equipamento normal e as provisões de bordo destinados ao uso das aeronaves designadas acima no parágrafo a) serão isentos, à chegada ao território da outra Parte Contratante ou à partida deste, nas condições determinadas pelos seus regulamentos aduaneiros, dos direitos alfandegários e outros encargos aplicados à entrada, saída ou trânsito de mercadorias, assim como das despesas de inspecção ou outras taxas análogas, com excepção, todavia, das taxas que representem o preço de um serviço extraordinário;

d) Os combustíveis e óleos lubrificantes postos a bordo das aeronaves utilizadas pelas empresas designadas por uma Parte Contratante no território da outra Parte Contratante e reexportados continuarão isentos, nas condições determinadas pelos regulamentos aduaneiros desta última Parte Contratante, dos direitos alfandegários e outros direitos e taxas aplicados à en-

trada, saída ou trânsito de mercadorias, assim como dos impostos de consumo;

e) As isenções previstas acima nos parágrafos b) e d) para as mercadorias consumíveis (combustíveis, óleos lubrificantes e provisões de bordo) aplicam-se também às mercadorias consumidas sobre os territórios das duas Partes Contratantes.

ARTIGO 4

Os certificados de navegabilidade, os diplomas de aptidão e as licenças passadas ou validadas por uma das Partes Contratantes ainda em vigor serão reconhecidos válidos pela outra Parte Contratante, para os fins de exploração dos serviços aéreos previstos no presente Acordo.

Cada uma das Partes Contratantes reserva-se, no entanto, o direito de não reconhecer validade, para o sobrevoio do seu território, aos diplomas de aptidão e licenças passadas aos seus próprios nacionais pela outra Parte Contratante ou por outro Estado.

ARTIGO 5

a) As leis e regulamentos de cada uma das Partes Contratantes, relativos à entrada e saída do seu território das aeronaves utilizadas na navegação aérea internacional, ou relativos à exploração e navegação aérea das ditas aeronaves, durante a sua permanência dentro dos limites do seu território, aplicam-se às aeronaves da empresa ou empresas da outra Parte Contratante.

b) Os passageiros, as tripulações e os expedidores de mercadorias terão de conformar-se, quer pessoalmente, quer por intermédio de terceiros que actuem em seu nome e por sua conta, às leis e regulamentos que regulam no território de cada uma das Partes Contratantes a entrada, permanência e saída de passageiros, tripulações ou mercadorias, tais como os que se aplicam à entrada, às formalidades de saída, imigração, passaportes, alfândegas e quarentena.

ARTIGO 6

Cada uma das Partes Contratantes reserva-se o direito de recusar a uma empresa designada pela outra Parte Contratante a autorização de exploração ou de revogar essa autorização quando, por motivos fundamentados, entender que não tem provas de que uma parte preponderante da propriedade e a fiscalização efectiva dessa empresa estão nas mãos da outra Parte Contratante ou dos nacionais desta última, ou quando essa empresa não se conformar com as leis e regulamentos indicados no artigo 5 ou não cumprir as obrigações que lhe impõe o presente Acordo.

ARTIGO 7

Cada uma das Partes Contratantes poderá em qualquer tempo pedir a realização de consultas entre as autoridades aeronáuticas competentes das duas Partes Contratantes para a interpretação, aplicação ou modificação do presente Acordo.

Estas consultas terão início, o mais tardar, sessenta dias a contar do dia da recepção do pedido pela outra Parte Contratante.

As modificações que se decidir fazer a este Acordo entrarão em vigor depois da sua confirmação por troca de notas por via diplomática.

ARTIGO 8

Cada uma das Partes Contratantes poderá, em qualquer tempo, notificar à outra Parte Contratante o seu

desejo de denunciar o presente Acordo. Essa notificação será transmitida simultaneamente à Organização da Aviação Civil Internacional. A denúncia produzirá efeitos seis meses depois da data de recepção da notificação pela outra Parte Contratante, a não ser que a notificação seja retirada de comum acordo antes do fim desse prazo. No caso de a Parte Contratante que receber a notificação não acusar a sua recepção, será ela tida como recebida quinze dias (15) depois da sua recepção na sede da Organização da Aviação Civil Internacional.

ARTIGO 9

a) No caso de um diferendo relativo à interpretação ou aplicação do presente Acordo não poder ser solucionado em conformidade com as disposições do artigo 7, quer entre as autoridades aeronáuticas, quer entre os Governos das Partes Contratantes, será o mesmo diferendo, a pedido de uma das Partes Contratantes, submetido a um tribunal arbitral.

b) Este tribunal arbitral será composto por três membros. Cada uma das duas Partes Contratantes designará um árbitro. As Partes Contratantes pôr-se-ão de acordo para designar um cidadão de um terceiro Estado para presidente.

Se os árbitros não forem designados no prazo de dois meses e o presidente escolhido no prazo de três meses, a partir da data em que uma das Partes Contratantes comunicou a intenção de submeter o diferendo ao tribunal arbitral, cada uma das Partes Contratantes, na falta de outro acordo, pedirá ao presidente do conselho da OACI que proceda às nomeações necessárias. No caso de o presidente do conselho da OACI ser cidadão de uma das Partes Contratantes ou estar impedido por outras razões as nomeações serão feitas pelo seu substituto no conselho;

c) O tribunal arbitral, se não conseguir solucionar amigavelmente o diferendo, decidirá por maioria de votos. Na medida em que as Partes Contratantes não acordarem o contrário, o tribunal estabelecerá os princípios processuais e determinará a sua sede.

d) As Partes Contratantes comprometem-se a conformar-se com as medidas provisórias que forem tomadas no decurso da instância e com a decisão arbitral, sendo esta última, em todos os casos, considerada definitiva;

e) Se uma das Partes Contratantes não se conformar com as decisões dos árbitros, a outra Parte Contratante, enquanto durar tal inobservância, poderá limitar, suspender ou revogar os direitos ou privilégios que tiver concedido por força do presente Acordo à Parte Contratante em falta;

f) Cada uma das Partes Contratantes responsabiliza-se pela remuneração a pagar relativa à actividade do seu árbitro e pela metade da remuneração do presidente designado e das demais despesas do tribunal.

ARTIGO 10

Se as duas Partes Contratantes ratificarem uma convenção aérea multilateral ou a ela aderirem, o presente Acordo e o seu Anexo deverão ser modificados de maneira a harmonizarem-se com as disposições da referida convenção no momento em que esta entre em vigor relativamente às duas Partes Contratantes.

ARTIGO 11

O presente Acordo, o seu Anexo e todos os actos ulteriores que com eles se relacionem serão comunicados à Organização da Aviação Civil Internacional, para nela serem registados.

TÍTULO II

Serviços acordados

ARTIGO 12

O Governo Português concede ao Governo do Reino de Marrocos, e reciprocamente o Governo do Reino de Marrocos concede ao Governo Português, o direito de fazer explorar por uma ou mais empresas aéreas designadas pelo Governo respectivo os serviços aéreos especificados nos quadros de rotas que figuram no Anexo ao presente Acordo. Os referidos serviços serão doravante designados pela expressão «Serviços acordados».

ARTIGO 13

a) Os serviços acordados poderão ser explorados imediatamente ou em data ulterior, à escolha da Parte Contratante, à qual são concedidos os direitos, com a condição de:

- 1) A Parte Contratante à qual os direitos forem concedidos ter designado uma ou mais empresas de transporte aéreo para explorar a rota ou as rotas especificadas;
- 2) A Parte Contratante que concede os direitos ter dado, nas condições previstas no parágrafo b) deste artigo, à empresa ou empresas interessadas a necessária autorização de exploração, a qual deverá ser concedida no mais curto prazo possível, com reserva das disposições do artigo 6 do presente Acordo.

b) As empresas designadas poderão ser avisadas para apresentar às autoridades aeronáuticas da Parte Contratante que concede os direitos a prova de que se encontram em condições de satisfazer as exigências prescritas pelas leis e regulamentos normalmente aplicados por essas autoridades ao funcionamento das empresas comerciais de transporte aéreo, no que diz respeito às actividades previstas no artigo 5, parágrafo a).

ARTIGO 14

Para explorar as linhas aéreas especificadas nos quadros de rotas que figuram no Anexo ao presente Acordo as empresas portuguesas e marroquinas designadas beneficiarão no território da outra Parte Contratante:

- a) Do direito de trânsito e do direito de escala para fins não comerciais;
- b) Do direito de utilizar os aeroportos e as facilidades complementares afectas ao tráfego internacional;
- c) Do direito de embarcar e desembarcar tráfego internacional de passageiros, correio e carga, nas condições do presente Acordo.

ARTIGO 15

As empresas designadas por cada uma das duas Partes Contratantes deverão ter assegurado um tratamento justo e equitativo, a fim de beneficiarem de possibilidades iguais para a exploração dos serviços acordados.

Deverão as mesmas empresas ter em conta os seus mútuos interesses nos percursos comuns, para não prejudicarem indevidamente os seus respectivos serviços.

ARTIGO 16

a) A exploração dos serviços entre o território marroquino e o território português nas rotas que figuram no quadro 1 do Anexo ao presente Acordo constitui para os dois países um direito fundamental e primordial.

b) Para a exploração desses serviços:

- 1) A capacidade repartir-se-á por igual entre as empresas marroquinas e portuguesas, com reserva do disposto no parágrafo 3 deste artigo;
- 2) A capacidade total posta à disposição em cada uma das rotas adaptar-se-á às necessidades que for razoável prever.

Para corresponder às exigências de um tráfego imprevisto ou momentâneo nestas mesmas rotas, as empresas aéreas designadas deverão combinar entre si as medidas apropriadas para satisfazer esse aumento temporário de tráfego. Essas empresas aéreas comunicarão imediatamente o que decidirem a este respeito às autoridades aeronáuticas dos seus respectivos países, as quais poderão consultar-se, se o considerarem útil;

- 3) No caso de uma das Partes Contratantes não desejar utilizar numa ou mais rotas, quer uma parte, quer a totalidade da capacidade de transporte que lhe cabe, entender-se-á com a outra Parte, a fim de transferir para esta, por tempo determinado, a totalidade ou parte da capacidade de transporte de que dispõe, dentro do limite previsto.

A Parte Contratante que tiver transferido o todo ou parte dos seus direitos poderá retomá-los em qualquer momento.

ARTIGO 17

a) Os serviços acordados em cada uma das rotas definidas no quadro II que figura no Anexo ao presente Acordo terão por objectivo essencial oferecer uma capacidade, com um coeficiente de utilização razoável, adaptada às necessidades normais e previsíveis do tráfego internacional, entre o país ao qual pertence a empresa que explora os referidos serviços e o país de destino final.

Até ao limite da capacidade oferecida, nos termos da alínea anterior, a empresa ou as empresas designadas por uma das Partes Contratantes poderão satisfazer as necessidades de transporte entre o seu próprio território ou o território de terceiros Estados e o território da outra Parte Contratante nas rotas definidas no quadro I, que figura no Anexo ao presente Acordo, na medida em que essas necessidades não forem satisfeitas pelos serviços da outra Parte Contratante que ligam os mesmos territórios.

b) Poderá pôr-se acessoriamente em serviço uma capacidade adicional, além da mencionada no parágrafo 1 do presente artigo, sempre que ela seja justificada pelas necessidades de transporte dos países servidos pela rota, de comum acordo e por tempo a fixar em cada caso.

ARTIGO 18

a) A fixação das tarifas a aplicar pelos serviços acordados que servem as rotas portuguesas e marroquinas que figuram no presente Acordo far-se-á, na medida do possível, por acordo entre as empresas designadas.

Essas empresas procederão:

- 1) Quer aplicando as resoluções que tenham podido ser tomadas pelo sistema de fixação de tarifas da Associação do Transporte Aéreo Internacional (IATA);
- 2) Quer por entendimento directo, precedido de consulta, se necessário, com as empresas de transporte aéreo de terceiros países que explorem todo ou parte dos mesmos percursos;

b) As tarifas fixadas deverão ser submetidas à aprovação das autoridades aeronáuticas de cada Parte Con-

tratante pelo menos trinta (30) dias antes da data prevista para a sua entrada em vigor, podendo este prazo ser reduzido em casos especiais, com reserva do acordo dessas autoridades;

c) Se as empresas de transporte aéreo designadas não conseguirem chegar a acordo para a fixação de uma tarifa, em conformidade com as disposições do parágrafo a) deste artigo, ou se uma das Partes Contratantes comunicar que está em desacordo quanto à tarifa que lhe seja submetida, em conformidade com as disposições do antecedente parágrafo b), as autoridades aeronáuticas das duas Partes Contratantes deverão esforçar-se por chegar a uma solução satisfatória.

Como último recurso, recorrer-se-á à arbitragem prevista no artigo 9 do presente Acordo.

TÍTULO III

Transportes aéreos comerciais não regulares

ARTIGO 19

1. Cada Parte Contratante concederá às aeronaves da outra Parte Contratante autorização para efectuar transportes aéreos comerciais não regulares, provenientes ou destinados ao seu território, sem lhes impor os «regulamentos, condições ou restrições» previstos na alínea 2) do artigo 5 da Convenção, quando essas aeronaves forem utilizadas numa das actividades seguintes:

a) Transportes efectuados com fins humanitários ou em caso de necessidade imperiosa;

b) Transportes de passageiros por táxi aéreo, com carácter eventual e efectuados a pedido, com a condição de que a aeronave não comporte uma capacidade superior a seis lugares, que o destino seja escolhido pelos afretadores e que nenhuma parte da referida capacidade seja cedida ao público;

c) Transportes efectuados por aeronaves cuja capacidade total seja fretada pela mesma pessoa física ou moral para o transporte do seu pessoal ou das suas mercadorias, desde que nenhuma parte dessa capacidade seja cedida a um terceiro.

2. Aplicar-se-á o mesmo tratamento às aeronaves utilizadas numa das actividades seguintes:

a) Transportes exclusivos de carga;

b) Transportes de passageiros entre regiões que entre si não têm ligações por serviços aéreos regulares;

c) Transportes isolados, entendendo-se que, nos termos da presente alínea, nenhum transportador ou grupo de transportadores, relativamente ao conjunto das aeronaves de que dispõe, tem direito a mais de um transporte por mês entre dois mesmos centros de tráfego.

No entanto, cada Parte Contratante poderá exigir o abandono das actividades previstas no parágrafo 2 do presente artigo se entender que estas prejudicam os interesses dos seus serviços aéreos regulares.

Além disso, no que respeita à actividade mencionada na alínea b) do presente parágrafo, cada Parte Contratante poderá definir livremente a extensão das regiões (em especial o aeródromo ou os aeródromos considerados) e modificar essa definição em qualquer momento.

ARTIGO 20

Os Estados Contratantes acordam também que nos casos não abrangidos pelo artigo 19 possa exigir-se uma autorização prévia para os transportes aéreos não regulares. O prazo dentro do qual deverá apresentar-se o pedido não será superior a dois dias úteis, no caso de um transporte isolado ou de uma série de quatro transportes, no máximo; poderá especificar-se um prazo superior se se tratar de uma série de maior número de transportes.

Disposição final

ARTIGO 21

O presente Acordo entrará provisoriamente em vigor na data da sua assinatura e definitivamente após cumpridas as formalidades previstas na legislação de cada uma das Partes Contratantes.

Em fé do que os plenipotenciários, devidamente autorizados pelos seus respectivos Governos, assinaram o presente Acordo.

Feito em Rabat, aos 3 de Abril de 1958, em original duplo, em língua francesa.

Pelo Governo de Portugal:

Fernando Mário de Oliveira.

Pelo Reino de Marrocos:

Mohamed Jaidi.

ANEXO

Quadro I — Serviços de vizinhança

1. Rotas marroquinas:
 - a) Pontos em Marrocos — Lisboa;
 - b) Pontos em Marrocos — Guiné Portuguesa.
2. Rotas portuguesas:

Pontos em Portugal — Tânger, Casablanca.

Quadro II — Serviços de longo curso

1. Rotas marroquinas:

Pontos em Marrocos — Lisboa para Londres, Oslo, Estocolmo.
2. Rotas portuguesas:

Pontos em Portugal — Casablanca ou Agadir, Guiné Portuguesa, S. Tomé, Léopoldville, Angola, Elisabethville, Livingstone ou Salisbúria, Joanesburgo, Moçambique.

Nota. — Podem não ser servidos um ou mais pontos situados nas rotas dos quadros acima desde que a supressão seja previamente anunciada nos horários das empresas designadas.

Poderão efectuar-se uma ou mais escalas não comerciais em outros pontos que não sejam os que figuram nas rotas acima.

MINISTÉRIO DAS OBRAS PÚBLICAS

Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais

Decreto n.º 42 022

Considerando que foi adjudicada a Aurélio Paulo a empreitada de «Estação de Fomento Pecuário de Lisboa — Remodelação da instalação eléctrica»;

Considerando que para a execução de tais obras, como se verifica do respectivo caderno de encargos, está fixado o prazo de duzentos e dez dias, que abrange parte do ano de 1958 e do de 1959;

Tendo em vista o disposto no artigo 22.º e seu § 1.º do Decreto-Lei n.º 41 375, de 19 de Novembro de 1957;